

# Les femmes, atout prosper

## Les investissements dans la santé et l'éducation des femmes stimulent le développement économique

David E. Bloom, Michael Kuhn et Klaus Prettner

**E**n termes de développement économique, il s'avère très payant d'investir dans l'éducation et la santé des femmes et de veiller à ce qu'elles aient des perspectives d'emploi et d'autonomisation.

Mais, à l'échelle mondiale, l'égalité entre les sexes est loin d'être la norme. Dans les pays à faible revenu, les filles sont moins scolarisées que les garçons (36 % et 45 %, respectivement); les taux de scolarisation des filles sont particulièrement catastrophiques au Niger (17 %) et au Sud-Soudan (7 %). L'Inde dépense moins pour la santé des femmes que celle des hommes, quels que soient les groupes démographiques et socioéconomiques considérés (Saikia, Moradhvaj et Bora, 2016). Partout dans le monde, les femmes

ont moins de chances d'accéder à des postes de haut niveau dans les affaires et l'administration. Elles représentaient moins d'un quart des parlementaires de la planète en 2016 et, parmi les chefs d'État actuels, quinze seulement sont des femmes (si l'on exclut les prête-noms). Parmi les femmes d'âge actif, la moitié seulement travaillent dans le secteur formel, contre les trois quarts des hommes.

Le Rwanda constitue une exception notable. Après le génocide de 1994 qui a décimé le pays et une grande partie de sa force de travail, le Président Paul Kagame a lancé une série de réformes en faveur des femmes. Les droits liés à l'égalité entre hommes et femmes sont désormais consacrés par la Constitution. Les femmes occupent près des deux tiers des sièges au Parlement, représentent 52,5 % des élèves dans le secondaire et 54 % de la main-d'œuvre, avec un écart de salaire par rapport aux hommes qui est le plus faible au monde. Durant les vingt dernières années, le Rwanda a investi massivement dans la santé maternelle, néonatale et infantile. Le pays se classe au cinquième rang selon l'Indice

# de Désobéissance



PHOTO: BELCKWINKEL / ALAMY STOCK PHOTO

# Les femmes qui sont en bonne santé sont plus susceptibles de travailler à l'extérieur, d'avoir l'endurance et l'énergie requises pour les tâches physiques, et d'effectuer plus d'heures.

mondial des inégalités entre les sexes du Forum économique mondial, juste derrière l'Islande, la Finlande, la Norvège et la Suède, et devance largement le Canada (35), les États-Unis (45) et l'Australie (46). (Mais les schémas traditionnels concernant les rôles masculins et féminins perdurent dans les familles, et le problème des violences domestiques demeure très préoccupant dans tout le pays.)

Il est probable que les investissements en faveur des femmes ont contribué à la réussite économique récente du Rwanda. Entre 2000 et 2015, le revenu moyen y a plus que doublé, affichant donc une croissance moyenne bien plus rapide que dans le reste de l'Afrique subsaharienne.

D'autres exemples illustrent les liens entre égalité des sexes et développement. Dans chaque région du monde, le pays le plus égalitaire sur ce plan (selon l'indice d'inégalité entre les sexes élaboré par le Programme des Nations Unies pour

le développement) a un revenu national brut par habitant supérieur à celui du pays le plus inégalitaire (voir tableau). Il est difficile d'apporter une preuve absolue des effets sur le développement économique, mais le lien est plausible et factuellement exact (Diebold et Perrin, 2013).

L'égalité hommes-femmes est un très bon indicateur de la croissance et du développement de l'économie. Avec la prospérité, la demande de main-d'œuvre augmente, de même que les financements pour les soins de santé et l'éducation, autant d'éléments qui encouragent la participation au marché du travail et une hausse de la productivité. La sécurité économique est un vecteur d'autonomie, au sein du ménage et dans la société.

Cette dynamique positive pourrait encourager la temporisation, mais une telle approche est dangereuse, au moins à trois égards. Premièrement, elle n'est pas satisfaisante en termes de respect des droits humains : promettre une société plus juste pour demain revient à négliger les victimes actuelles. Deuxièmement, elle ne tient pas compte du fait qu'aucun pays, quel que soit son stade de développement, ne garantit parfaitement l'égalité de statut des deux sexes. Troisièmement, elle ignore le potentiel de cet aspect comme facteur de croissance et de développement compte tenu de l'importance et de la diversité des contributions des femmes à l'économie. En fait, les dividendes économiques que l'on peut escompter des investissements en faveur des femmes, notamment de leur santé et de leur éducation, sont substantiels.

## Activateur de l'économie

Les femmes contribuent à la croissance et au développement économiques de manière directe et indirecte. Très directement, par leur participation au marché du travail, qui dope la production et, partant, les revenus, l'épargne et les recettes fiscales au niveau des ménages et des collectivités et au niveau national. L'importance de cette contribution dépend du nombre de femmes occupant un emploi rémunéré, du nombre d'heures qu'elles effectuent et de leur productivité. Or la productivité dépend de l'éducation, de la formation et de la santé.

Des travaux universitaires confirment l'importance de l'éducation, en particulier des femmes, pour la croissance. Les femmes instruites ont des emplois plus sûrs et des

## L'ÉQUITÉ EST PAYANTE

Dans chaque région, le pays où les hommes et les femmes sont les plus égaux affiche un revenu par habitant supérieur au pays le plus inégalitaire sur ce plan.

INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES		
RÉGION	IIS LE PLUS BAS (RNB PAR HABITANT)	IIS LE PLUS ÉLEVÉ (RNB PAR HABITANT)
États arabes	Émirats arabes unis (67.330 dollars)	Yémen (3.740 dollars)
Asie de l'Est et Pacifique	Singapour (79.660 dollars)	Papouasie-Nouvelle-Guinée (2.800 dollars)
Europe et Asie centrale	Slovénie (30.360 dollars)	Géorgie (9.130 dollars)
Amérique latine et Caraïbes	Chili (21.470 dollars)	Haïti (1.740 dollars)
Asie du Sud	Bhoutan (7.330 dollars)	Afghanistan (1.960 dollars)
Afrique subsaharienne	Rwanda (1.640 dollars)	Niger (930 dollars)

Sources : données sur les inégalités entre les sexes : indice d'inégalité entre les sexes du Programme des Nations Unies pour le développement, 2014; données sur le RNB par habitant : *Indicateurs du développement dans le monde* de la Banque mondiale pour 2014.

Note : IIS = indice d'inégalité entre les sexes; RNB = revenu national brut. Le RNB par habitant est exprimé en parité de pouvoir d'achat (dollars internationaux courants).



Participantes au projet  
«Women for Women», à Kigali, Rwanda.

salaires plus élevés (d'au moins 10 à 20 % pour chaque année d'école supplémentaire). Leur production agricole est supérieure, et leur mortalité, comme celle de leurs enfants, plus faible. Un rapport de 2014 préparé par Claudio Montenegro et Harry Patrinos pour la Banque mondiale a établi que chaque année de scolarité supplémentaire rehaussait les revenus des femmes d'en moyenne 11,7 % (contre 9,6 % pour les hommes). Ces résultats vont dans le sens des éléments macroéconomiques montrant que les inégalités de scolarisation étaient à elles seules préjudiciables à la croissance économique. Les formations en cours d'emploi, formelles et informelles, améliorent également les compétences et la productivité. Et l'éducation et la formation seront d'autant plus importantes que la technologie requiert plus d'intelligence que de muscles.

La santé est un facteur capital aussi, notamment pour les femmes. Celles qui sont en bonne santé sont plus susceptibles de travailler à l'extérieur, d'avoir l'endurance et l'énergie requises pour les tâches physiques, et d'effectuer plus d'heures. Les filles en bonne santé peuvent pleinement tirer parti de leurs apprentissages scolaires, ce qui n'est pas sans effet sur leur productivité et leurs revenus

futurs. L'école encourage les femmes à investir dans leur santé, et leur bonne santé accroît les dividendes de l'éducation reçue, avec une longévité accrue et de meilleures capacités intellectuelles et physiques.

Les évolutions juridiques, institutionnelles et culturelles qui améliorent l'accès aux capitaux, aux rémunérations et à la propriété favorisent les contributions directes des femmes à l'économie via leur participation à la main-d'œuvre. Les femmes qui peuvent librement disposer de leurs revenus sont susceptibles de travailler plus intensément et plus longtemps.

Les femmes soutiennent également l'économie par leur travail non rémunéré, au sein du foyer en particulier. Elles portent les enfants et endossent souvent l'essentiel des responsabilités liées à leur éducation, quand ce n'est pas la société qui leur assigne ce rôle. Elles prennent soin des personnes âgées ou vulnérables de la famille. Elles vont chercher l'eau, préparent les repas, effectuent d'autres corvées domestiques et font du bénévolat de proximité. D'après un rapport du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies de 2015, les femmes travaillent en moyenne 30 minutes de plus par jour que

les hommes dans les pays développés et 50 minutes dans les pays en développement.

Elles contribuent aussi à la croissance de façon indirecte. Investir dans le capital humain féminin aide à transformer progressivement une société en abaissant la fécondité. Les femmes en mesure de gagner leur vie à l'extérieur sont moins incitées à élever de nombreux enfants pour des raisons économiques, et les enquêtes montrent que les femmes préfèrent généralement avoir moins d'enfants, mais plus instruits et en meilleure santé. Celles qui ont de l'influence dans la société et au sein de leur famille ont la possibilité d'exercer ce choix.

Une telle évolution de la fécondité a un effet immédiat et durable sur la croissance économique. Quand la fécondité commence à diminuer, le taux de dépendance des enfants fait de même, de sorte que la production par habitant augmente, avec un possible dividende démographique à la clé :

la productivité d'autres membres du foyer. D'après des travaux plus récents, quand les femmes gagnent plus et contribuent davantage aux revenus du ménage, la part des dépenses familiales consacrée à la santé s'accroît, ce qui est bénéfique pour l'économie. Ainsi, une étude menée en Côte d'Ivoire a montré qu'avec l'augmentation du revenu des femmes, les familles tendaient à dépenser plus pour la nourriture et moins pour des produits nocifs comme l'alcool et le tabac (Hoddinott et Haddad, 1995).

Les femmes peuvent être des instruments efficaces du changement. Quand elles sont en bonne santé, instruites et autonomes, elles sont plus susceptibles de jouer un rôle moteur dans leur quartier. L'instruction des femmes favorise la transition vers la démocratie, ce qui peut avoir des effets spécifiques sur la prospérité économique à long terme. Les femmes instruites faisant partie de la population active peuvent être moins tolérantes à l'égard des inégalités

## *La bonne santé maternelle a des effets positifs sur le développement intellectuel, le comportement et les résultats scolaires des enfants.*

les familles peuvent épargner et investir davantage, et l'État peut consacrer plus de moyens aux projets promouvant la croissance économique. La première génération d'enfants nés après une baisse de la fécondité est également mieux soignée et plus instruite et donc plus productive que la génération précédente. Avec le temps, l'amélioration du capital humain déclenche une transition, au terme de laquelle une fécondité faible, des niveaux d'études élevés et une population en bonne santé, ainsi qu'une croissance économique soutenue, se substituent à une forte fécondité, de faibles niveaux d'instruction et une population en mauvais état de santé. La fécondité a reculé dans tous les groupes de revenus au cours des dernières décennies, mais les baisses les plus marquées sont mesurées dans les pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur, où la transition de la fécondité et ses conséquences économiques ont produit plus d'effets.

L'amélioration de la santé des femmes et de la situation des ménages peut avoir des répercussions sur la santé, l'éducation et le bien-être des autres membres de la famille, en particulier des enfants. Une étude récente a constaté que la bonne santé maternelle avait des effets positifs sur le développement intellectuel, le comportement et les résultats scolaires des enfants, mais aussi sur la santé et

entre les sexes qui prolifèrent dans les régimes politiques non démocratiques et faire pression pour que les dirigeants soient plus réactifs. Leur participation au marché du travail permet aussi aux femmes d'agir en dehors de la sphère familiale et de s'engager dans l'action politique.

Les investissements dans la santé et l'éducation des femmes peuvent créer un cercle vertueux où la société voit l'activité des femmes d'un œil de plus en plus favorable à mesure qu'un nombre croissant d'entre elles commencent à travailler. Par exemple, les hommes dont la mère a travaillé sont plus susceptibles de faire leur part des corvées domestiques et de faciliter ainsi le travail de leur femme à l'extérieur. Ces hommes sont également plus susceptibles d'avoir une perception positive de la participation des femmes au marché du travail (Fernández, Fogli et Olivetti, 2004).

### **Faire de l'égalité une réalité**

De nombreuses options s'offrent aux pays qui souhaitent investir en faveur des femmes et améliorer leurs résultats économiques. Le financement de l'éducation et des soins est la plus évidente.

L'éducation est cruciale. Abaisser les frais de scolarité et verser des prestations conditionnées à l'assiduité des

élèves peuvent contribuer à convaincre les familles que la scolarisation des filles est abordable. Dans l'enseignement secondaire, l'accès à l'eau courante, à des toilettes en état de marche et à des produits d'hygiène favorise l'assiduité des filles, de même que la construction d'établissements plus nombreux, permettant de raccourcir les trajets.

En complément du financement des soins de santé généraux, les mesures en faveur de la santé reproductive des femmes peuvent avoir de très importants retentissements économiques. Les investissements dans la planification familiale (distribution de contraceptifs efficaces, etc.) et la mise en œuvre de politiques de relèvement de l'âge du mariage, avec par exemple l'adoption de lois sur le mariage des enfants, peuvent aider à diminuer la fécondité.

Bien que les politiques suggérées ci-dessus concernent principalement les pays à revenu faible et intermédiaire, les pays à revenu élevé peuvent aussi tirer profit d'initiatives visant à faciliter et encourager la participation productive des femmes à l'économie, en particulier à des postes à responsabilité. Dans tous les groupes de revenu, les efforts déployés pour améliorer l'équité ont des chances d'être efficaces surtout s'ils vont de pair avec des politiques macroéconomiques générales qui favorisent l'efficacité des marchés du travail et des capitaux et garantissent une protection de base aux travailleurs.

### L'argument économique

Ensemble, la santé, l'éducation, l'autonomisation et le bien-être économique peuvent créer un cercle vertueux. Les investissements dans la santé et l'éducation sont deux leviers importants du développement économique qui, combinés, donnent d'extraordinaires résultats. Cela

vaut autant pour les hommes que pour les femmes, mais, quand un mauvais état de santé risque d'emprisonner les femmes dans un cycle d'échec scolaire relatif, les effets de cette combinaison d'investissements sont stupéfiants.

Le capital humain est l'un des plus grands atouts dont un pays dispose. Mais il requiert d'être bien géré pour produire des retombées économiques positives. Les contributions économiques des femmes (occupation d'un emploi rémunéré ou non, réduction de la taille des familles, scolarisation plus longue des enfants, contribution à plus de stabilité sociale) peuvent transformer les performances économiques d'un pays. Investir en faveur des femmes n'est pas seulement juste, c'est économiquement judicieux. **FD**

**DAVID E. BLOOM** est titulaire de la chaire d'économie et de démographie Clarence James Gamble du Département de santé mondiale et de la population de la Harvard T.H. Chan School of Public Health.

**MICHAEL KUHN** codirige le groupe de recherche sur l'économie de la population au Centre Wittgenstein (Institut de démographie de Vienne). **KLAUS PRETTNER** préside l'unité Croissance et distribution à l'Institut d'économie de l'université de Hohenheim.

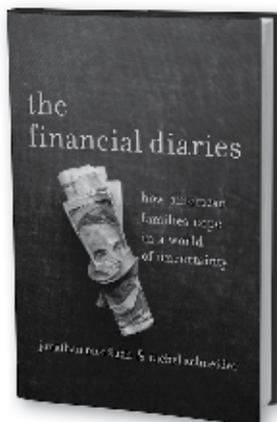
### Bibliographie :

Diebolt, C., and F. Perrin. 2013. "From Stagnation to Sustained Growth: The Role of Female Empowerment." *American Economic Review* 103 (3): 545–49.

Fernández, R., A. Fogli, and C. Olivetti. 2004. "Mothers and Sons: Preference Formation and Female Labor Force Dynamics." *Quarterly Journal of Economics* 119 (4): 1249–99.

Hoddinott, J., and L. Haddad. 1995. "Does Female Income Share Influence Household Expenditures? Evidence from Côte d'Ivoire." *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 57 (1): 77–96.

Saikia, N., Moradkhaj, and J. K. Bora. 2016. "Gender Difference in Health-Care Expenditure: Evidence from India Human Development Survey." *PLoS ONE* 11 (7).



### The Financial Diaries How American Families Cope in a World of Uncertainty

Jonathan Morduch & Rachel Schneider

"*The Financial Diaries* is an invaluable framework to understand why working-class families feel uneasy with their financial situations. It makes an important case for the distinction between illiquidity and insolvency, and why policy solutions for each may not be the same."  
—Elisabeth Jacobs, Washington Center for Equitable Growth

"*The Financial Diaries* succeeds in that rarest of goals: making you think and care at the same time. This is an invaluable look at the profound economic uncertainties of our era."  
—Jacob S. Hacker, author of *The Great Risk Shift*

Cloth \$27.95